

PRÉ CARRÉ DE BP-AMOCO

## L'Azerbaïdjan, un poste colonial avancé



Pour tenir la Russie à l'écart des enjeux de la Caspienne, oligarques et majors du pétrole ont favorisé l'enlèvement tchéchène et simultanément installé un régime fantoche en Azerbaïdjan, point de départ du plus gros projet d'oléoduc de la région, avant de rééditer l'opération en Géorgie. La première dynastie depuis la fin de l'empire soviétique, celle des Aliyev, y règne aux côtés de BP-Amoco. En repoussant les points de tension vers l'intérieur de la Russie, les conflits caucasiens font le jeu des majors du pétrole qui sont engagées dans une course à l'évacuation des ressources de la Caspienne vers les marchés de l'Ouest.

page 2

### Le regret de Maastricht

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Les pages « Opinion » du journal *Le Monde*, accueillent le débat interne au PS français sur le texte du « traité constitutionnel ». Les arguments portent essentiellement sur l'orientation supposée libérale d'un texte qui en définitive n'est qu'un règlement intérieur. Ce qui est en jeu n'est donc pas le texte qui va être soumis à ratification mais la structure même de l'Union européenne depuis Maastricht, un traité que certains regrettent aujourd'hui.

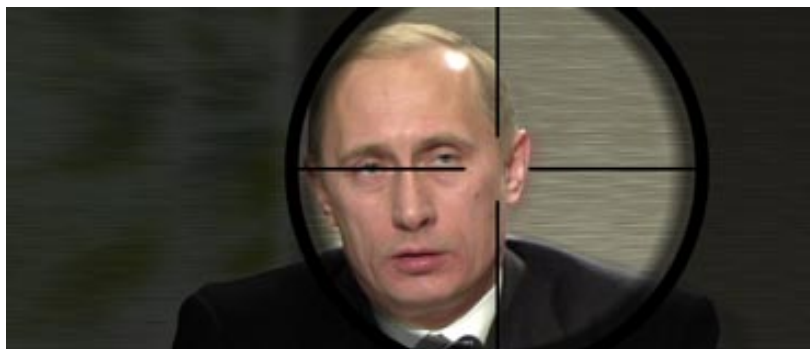
page 9

REPÈRE : 13 SEPTEMBRE 1999

### Quand le FSB pose des bombes à Moscou

En 1996 l'armée russe, amère d'avoir dû quitter la Tchétchénie, cherche par tous les moyens à relancer l'offensive. En septembre 1999, quelques jours après que Vladimir Poutine eût été nommé Premier ministre, une série d'explosions fait plus de 300 morts à Moscou. La police accuse immédiatement les terroristes tchéchènes et l'émotion populaire pousse le nouveau gouvernement à relancer la répression militaire en Tchétchénie. Quelques semaines plus tard Poutine, devenu le chantre de l'anti-terrorisme, est élu président. Mais le 13 septembre, la concierge d'une cité de Moscou est alertée par la présence d'inconnus. Les habitants encerclent des hommes qui sont en train de poser des bombes dans les caves. La police les arrête, puis les relâche quand il s'avère que ce sont des agents du FSB.

Pour l'association Mémorial, les bombes de septembre 1999 sont la manipulation d'une faction des services secrets - à l'aide de leur homme de main, le tchéchène Chamil Bassaev, terroriste providentiel et ancien agent de la CIA en Afghanistan. ■



### QUI VEUT LA TÊTE DE VLADIMIR POUTINE ?

Vladimir Poutine, qui a mis en cause, après la prise d'otage de Beslan, « certains milieux politiques en Occident [qui] veulent affaiblir la Russie comme les Romains voulaient détruire Carthage », est désormais une cible désignée dans les milieux du terrorisme international. Un communiqué signé par « le centre anti-terroriste de la République tchéchène », qui serait lié au gouvernement non reconnu d'Aslan Maskhadov, propose 20 millions de dollars pour la tête du président russe. Une offre particulièrement surprenante, puisque Vladimir Poutine a répété à plusieurs reprises qu'il n'y avait « aucun lien entre la politique russe en Tchétchénie et la prise d'otages ». De plus, le mode opératoire des ravisseurs rappelle celui employé par Chamil Bassaïev en 1995, lorsque ses hommes prirent en otage les 1500 occupants d'une mairie et d'un hôpital russe. Chamil Bassaïev, proche de l'oligarque Boris Berezovski, s'est spécialisé dans les opérations de déstabilisation des provinces russes proches des tracés d'oléoduc, sous couvert de défense des musulmans. Reste à savoir qui a pu fournir à ces dangereux personnages la somme de 20 millions de dollars promise à l'assassin de Poutine. ■

## Pré carré de BP-Amoco

# L'Azerbaïdjan, un poste colonial avancé

**Pour tenir la Russie à l'écart des enjeux de la Caspienne, oligarques et majors du pétrole ont favorisé l'enlisement tchéchène et simultanément installé un régime fantoche en Azerbaïdjan, point de départ du plus gros projet d'oléoduc de la région, avant de rééditer l'opération en Géorgie. La première dynastie depuis la fin de l'empire soviétique, celle des Aliyev, y règne aux côtés de BP-Amoco. En repoussant les points de tension vers l'intérieur de la Russie, les conflits caucasiens font le jeu des majors du pétrole qui sont engagées dans une course à l'évacuation des ressources de la Caspienne vers les marchés de l'Ouest.**



La dynastie Aliyev  
Ilham Aliyev applaudissant la statue de son père Heidar.

Donnant une conférence de presse à l'issue du massacre de Beslan, le président Vladimir V. Poutine a dénoncé l'action d'une puissance étrangère animée par une « *mentalité de Guerre froide* » [1]. Celle-ci tenterait de tirer les ficelles du Caucase pour tenir la Russie à l'écart des enjeux internationaux. Le « *Grand jeu* » est en effet rouvert sur les rives de la mer Caspienne depuis l'effondrement de l'URSS et l'apparition de nouveaux États indépendants. Comme au XIXe siècle, les grandes puissances s'y affrontent par peuples interposés. D'autant que la région est un véritable carrefour stratégique (au point d'être parfois

qualifiée de « *pipelinistan* ») qui, de plus, renferme 5% des réserves mondiales de pétrole.

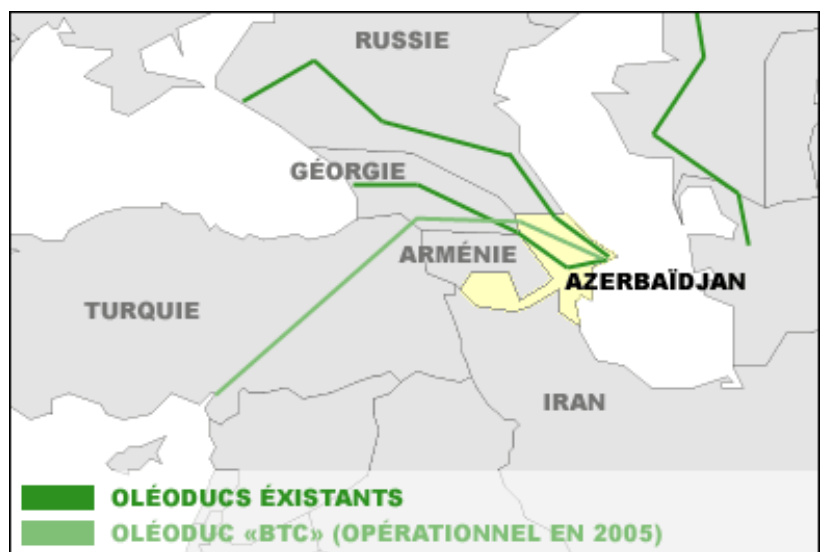
## La partie en cours

Comme nous l'avons montré dans ces colonnes, les deux conflits Tchétchènes [2] avaient pour enjeu principal de priver la Russie de son accès à la Caspienne, car son économie dépend en grande partie des exportations d'hydrocarbures. Nous avons également souligné le rôle probable de l'oligarque **Boris Berezovski**, actuellement réfugié au Royaume-Uni, dans l'enlisement du conflit, ainsi que le soutien des indépendantistes tchétchènes par Washington, via les États limitrophes.

Juste au sud de la Tchétchénie, la Géorgie a vécu, en novembre 2003, une « *révolution de velours* » téléguidée par la CIA. L'ancien ministre des Affaires étrangères soviétique et proche de Moscou, Edouard Chevarnadze, a été écarté du pouvoir au profit de Mikhaïl Saakachvili. Le nouveau gouvernement s'est aussitôt aligné sur Washington au point d'envoyer des troupes en Irak [3]. Nous évoquons alors la pièce maîtresse de la stratégie d'influence états-unienne dans la région : l'oléoduc Bakou-Tblissi-Ceyhan (BTC).

Cet ouvrage, qui est le plus important à ce jour en matière de transport de brut depuis les gisements de la mer Caspienne, part d'Azerbaïdjan, un autre « *pion* » du grand jeu de l'Asie centrale qui oppose les influences russe et états-unienne. Avant 1922 et l'arrivée de l'Armée rouge, sa capitale Bakou vivait déjà au rythme frénétique de l'aventure pétrolière, au point que Churchill déclara un jour : « *Si le pétrole est roi, alors Bakou est son trône* ».

Les problèmes d'instabilité politique dans la région et les difficultés à évacuer le pétrole de la Mer Caspienne ont longtemps fait renoncer la plupart des compagnies à s'aventurer dans la région, d'autant que les investissements nécessaires sont très lourds. Depuis quelques années sont venues s'ajouter à cela des déconvenues relatives à l'estimation des réserves véritablement enfermées sous les fonds de la Caspienne.



À mesure que l'extraction du pétrole de la Caspienne s'est développée, les anciens dispositifs russes qui acheminaient le brut vers le nord via la Tchétchénie, ou vers l'ouest via le port géorgien de Supsa et le Bosphore,

n'étaient plus en mesure d'évacuer toute la production vers les marchés. Le BTC est donc destiné à capter ce surplus et à le diriger vers l'ouest avec les profits générés. Mais de sérieuses négociations et quelques changements de régime étaient impératifs avant que les plus grosses compagnies s'y aventurent, appuyées par leurs puissances tutellaires.

Le tracé très politique de la liaison BTC révèle la répartition de l'influence des deux vieilles puissances rivales : il contourne soigneusement la Tchétchénie (territoire russe), l'Arménie (État sous influence russe) et l'Iran (État classé dans « l'Axe du Mal ») en traversant l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, où il alimentera les navires de la Méditerranée, évitant par la même occasion le détroit de Bosphore qui est saturé. L'alliance avec la Turquie s'en trouve ainsi confortée, même si le tracé le plus économique aurait dû passer par l'Iran. Il aura fallu que le consortium qui dirige le projet, dont BP est majoritaire, demande des subventions étatiques plus élevées et surtout, qu'en 1996, les États-Unis le déclarent « *stratégique* », c'est-à-dire devant être réalisé même si sa rentabilité n'est pas assurée, pour que les travaux soient finalement lancés début 2003. L'oléoduc devrait être opérationnel à la mi-2005 pour un coût total d'environ 4 milliards de dollars. Il transportera jusqu'à 800 000 barils de brut par jour vers les marchés européens et américains.

Le cadre légal du BTC tient compte des fortes contraintes économiques et politiques qui pèsent sur sa réalisation. Il ne provoquera donc que très peu de retombés positives pour les populations vivant aux abords de son tracé, bien au contraire. Toutes les mesures à venir qui pourraient porter atteinte à la rentabilité du projet, qu'il s'agisse de taxes prélevées par les pays traversés ou de dégâts environnementaux, seront aux frais des États. Le consortium n'hésitera pas à réclamer des indemnités à leurs gouvernements. Les accords précisent d'ailleurs que l'oléoduc n'est pas destiné à opérer dans l'intérêt public [4].

Récemment, l'échec de l'invasion de l'Irak à « *noyer le marché du pétrole* » et la montée subséquente des prix, stimulée par une demande effrénée et les difficultés à produire ailleurs, ont augmenté la rentabilité à court terme du projet et certainement contribué à raviver les tensions dans la région.



Réunion d'affaire

Parmi les convives, Zbigniew Brzezinski (2<sup>e</sup> en partant de la droite droite), le théoricien du « grand jeu caucasien » et le président Azéri İlham Aliyev (à gauche).

## « Au nom du père, du fils et du contrat du siècle »

Le gouvernement azéri s'apprête à célébrer les 10 ans de la signature du « *contrat du siècle* », ratifié en 1994, à la suite d'un coup d'État financé par BP-Amoco contre le dirigeant de l'époque, Abulfaz Elchibey. Cet épisode, qui porta au pouvoir l'ancien responsable local du KGB, Heidar Aliyev, permit à la compagnie pétrolière coalisée de doubler sa part dans l'extraction, la transformation et le transport des réserves nationales. Elle obtint ainsi un monopole de fait sur l'économie du pays. Simultanément, la Grande-Bretagne et les États-Unis posaient un pied sur les marches du vieil empire soviétique.

Il aura fallu attendre l'année 2000 pour qu'une fuite provenant des services secrets turcs et relayée par le *Sunday Times* mette à jour des éléments sur les modalités de ce discret changement de régime [5].

Un premier contrat avait été signé par le Front populaire d'Elchibey début 1993, pour le plus grand malheur de la famille Aliyev qui y voyait la fin de ses espoirs d'arriver un jour au pouvoir [6].

En juin 1993, un chef militaire proche de l'opposition dirigea une colonne de soldats, tanks et armes lourdes vers Bakou et força le président Elchibey à se retirer. Le 24 juin 1993, Heidar Aliyev était déclaré président, puis « élu » en octobre de la même année.

Accusé d'avoir fourni un financement et des armes par des intermédiaires en échange d'une promesse de renégociation de ses parts, BP-Amoco a simplement admis avoir été sollicité pour verser 360 millions de dollars à un proche d'Aliyev, Marat Manafov. Pourtant le rapport des services turcs transmis au *Sunday Times* était accompagné du témoignage détaillé d'un ancien agent turc présent lors des négociations d'armes. Par la suite Manafov disparut après avoir dénoncé « *les accords secrets entre la famille Aliyev et les compagnies pétrolières* ».

Quelques mois après l'opération, au printemps 1994, le « *contrat du siècle* » est signé, avec cette fois une part belle de 35 % à BP-Amoco, qui a en réalité un contrôle plus étendu car la compagnie possède plus ou moins directement 80% des infrastructures pétrolières du pays. Le contrat, qui portait sur un montant de plus de 5 milliards de dollars, a été décrié en Azerbaïdjan comme nettement défavorable au le gouvernement azéri. Celui-ci va encore rembourser la mise de départ de BP-Amoco pendant de nombreuses années et ne commencera à toucher une part significative des bénéfices que lorsque la production approchera de son déclin final. Alors que le confort de l'azéri moyen n'a toujours pas rattrapé son niveau d'avant 91, la dynastie Aliyev



Signature du « *contrat du siècle* », 20 septembre 1994

Au premier rang de gauche à droite : Tim Eggar, ministre de l'énergie britannique ; John Browne, PDG de BP-Amoco ; le président Heydar Aliyev ; Bill White, sous-secrétaire à l'énergie états-unien et Usam Jafari de la Banque islamique du développement.

se porte bien. Quelques temps avant de mourir fin 2003, le père, Heidar Aliyev, a légué le pouvoir à son fils **Ilham**, plutôt habitué des casinos de la capitale où il a la réputation d'avoir perdu jusqu'à six millions de dollars en une seule nuit [7]. Il avait auparavant pris soin de mettre les commandes du pays en « *pilote automatique* » grâce aux revenus pétroliers et avait nommé des membres de son clan aux postes importants.

Comme Karimov en Ouzbékistan, le régime d'Aliyev ne supporte pas la contestation et recourt volontiers à la rhétorique de la « *guerre au terrorisme* » pour faire enfermer les chefs religieux qui le critiquent [8]. La liberté de la presse n'est pas non plus au mieux : le journaliste Elmar Huseynov par exemple, qui a beaucoup critiqué Aliyev et sa gestion des ressources du pays, a fait l'objet de pressions judiciaires et financières qui l'ont conduit à renoncer à la publication de sa revue *Monitor* [9].

## La montée des cours réveille les acteurs locaux

La réaction de la Russie au coup de force azéri n'a pas été immédiate. Encore une fois, tant que le prix du brut était faible, la Russie jouait la carte de la rentabilité qui freinait l'expansion états-unienne. Mais récemment, les choses ont sensiblement évolué, une accélération sûrement liée par ailleurs à la « *révolution de velours* » géorgienne.

Afin de répondre aux inquiétudes de ceux qui, en Turquie, privilégient le BTC pour soulager le détroit de Bosphore, la compagnie russe Transneft a trouvé un partenaire turc et propose de construire un oléoduc à faible coût, long de 193 kilomètres (contre 1760 pour le BTC). Il contournerait à la fois le Bosphore et le BTC [10]. En outre, les accords avec l'Iran se multiplient : le volume devant être transporté cette année entre le port russe d'Astrakhan en Caspienne vers l'Iran devrait doubler. D'autant que la construction d'un nouvel oléoduc iranien facilite le transport du pétrole russe vers le sud et le Golfe arabo-persique. Avec la découverte du méga-gisement de Kashagan, il y a quelques années, le Kazakhstan est devenu à son tour une puissance pétrolière locale.

Des discussions ont récemment été engagées pour la signature d'un partenariat militaire entre l'Azerbaïdjan et les États-Unis. Le général Charles F. Wald, vice-commandant des forces états-uniennes stationnées en Europe, s'est rendu à Bakou en juin 2004 pour évoquer un programme d'entraînement des troupes azéries et la possibilité pour les forces US d'utiliser des bases dans ce pays [11]. Le Pentagone a alors précisé qu'il entendait aider l'Azerbaïdjan à protéger ses gisements.

Un conflit territorial au sujet des eaux de la Caspienne et donc la répartition des gisements oppose notamment l'Azerbaïdjan à l'Iran depuis plusieurs années. En juillet 2001, un navire militaire iranien enjoignit un navire de prospection de la société BP-Amoco de s'éloigner des eaux territoriales de l'Iran sous la menace de faire feu, ce qui manqua de provoquer un incident diplomatique majeur [12].

La Chine s'intéresse désormais de près au pétrole de la Caspienne. Elle envisage des partenariats avec la Russie pour s'approvisionner. Les gouvernements russe et chinois ont décidé conjointement, l'année passée, de mettre sur pied un projet d'oléoduc s'étirant de la ville d'Angarsk au sud-est de la Russie jusqu'à

Daqing au nord-ouest de la Chine, pour moins de 3 milliards de dollars.



Dans ces conditions, l'objectif de Moscou est de tenir son bastion de Tchétchénie à tout prix et ne pas se laisser dépasser par le siphon états-unien. L'organisation et le financement par des intérêts anglo-saxons de deux putschs à ses frontières immédiates, dans une zone hautement stratégique et pour construire un projet qui fait de l'ombre à sa première industrie n'a rien pour plaire à Moscou. S'il devait d'avérer que les troubles en Ossétie du Nord étaient commandités de l'extérieur pour forcer la Russie à se replier sur ses problèmes internes et discréditer la politique de Poutine aux yeux du monde, il faudrait s'attendre à de nouvelles démonstrations de force au détriment des populations.

**Arthur Lepic**

[1] Vladimir Poutine s'est adressé à des journalistes mardi 7 septembre pour évoquer ce qui est perçu à l'Ouest comme son échec à combattre le terrorisme, à savoir la prose d'otage de Beslan qui s'est soldée par la mort de plus de 300 personnes.

[2] « La première guerre de Tchétchénie » et « Le "domino tchétchène" », par Paul Labarique, *Voltaire*, 4 et 11 mai 2004.

[3] « Les dessous du coup d'État en Géorgie » et « Coups de maîtres sur l'échiquier géorgien », par Paul Labarique, *Voltaire*, 7 janvier 2004 et 19 mars 2004.

[4] « Un oléoduc contre les droits humains », par Lara Cataldi, *Le Courrier de Genève*, 6 janvier 2004.

[5] « BP accused of backing "arms for oil" coup », *The Sunday Times*, Londres, 26 mars 2000.

[6] « Elmar Husseinov », hebdomadaire *Monitor* #30, 20 septembre 2003.

[7] Op. Cit.

[8] « L'islam au tapis », par Régis Genté, *Le Temps*, 27 avril 2004.

[9] *CPJ concerned about journalist facing criminal prosecution*, Committee to Protect Journalists, février 2003.

[10] *Putin's hands on the oil pumps*, par John Helmer, AxisofLogic, 26 août 2004.

[11] *"Top US general in Azerbaijan for military cooperation talks"*, AFP, 10 juin 2004.

[12] *"Azerbaijan, Iran disagree over sea border"*, Interfax, 24 juillet 2001.

---

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

---



# Le regret de Maastricht

## Analyse

Le débat interne au Parti socialiste français sur l'attitude à adopter face au nouveau traité européen a replacé la question de l'Union européenne au cœur des débats dans la presse de l'Hexagone et plus spécialement dans les pages « Débat » du journal *Le Monde*. Neuf parlementaires socialistes dénoncent le texte de la Convention européenne dans lequel ils voient un texte libéral qui tuera à jamais toute possibilité de construire une Europe sociale, indépendante des États-Unis. Dans le même quotidien, l'ancien député socialiste Gilbert Mitterrand dénonce l'idéalisme de ses ex-collègues et affirme que si ce texte était rejeté, il s'agirait d'un retour en arrière de vingt ans en arrière. Ce qui briserait les efforts menés pour construire une Europe politique que les socialistes européens doivent transformer en Europe sociale. Anticipant les arguments de ses camarades, l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Jospin, Hubert Védrine avait dénoncé ce débat la veille dans les colonnes du *Monde* : le texte qui sera soumis à ratification n'est pas un texte politique qui change la nature de l'Europe et ce n'est même pas une Constitution. Il s'agit simplement d'un nouveau règlement intérieur des institutions européennes et il ne sert donc à rien de s'alarmer sur un texte qui ne changera pas la nature profonde de l'Union européenne. Mieux vaut se concentrer sur la construction d'une Europe puissance, approuvée et soutenue par ses propres citoyens.

A vrai dire, le débat qui agite le Parti socialiste n'est pas tant lié au « traité constitutionnel » qu'à l'évolution des relations internationales. Un certain nombre de socialistes constatent que l'Europe a perdu son indépendance avec le traité de Maastricht, un texte qu'ils ont soutenu mais qui a changé la nature de l'Union pour en faire une organisation libérale et atlantiste. Ce qui est en jeu n'est donc pas le texte qui va être soumis à ratification mais la structure même d'une organisation qui va à l'encontre des souhaits des partisans d'une Europe indépendante de l'influence de Washington. Or, justement, le traité devrait avoir un intérêt majeur aux yeux de cette tendance : son article 59 prévoit pour

la première fois une possibilité de départ de l'Union européenne. Loin de ce débat, Jan Peter Balkenende, Premier ministre néerlandais et président en exercice du Conseil européen ne considère pas la crise de confiance des Européens vis-à-vis de l'Union européenne comme une manifestation du rejet d'une organisation vassalisée et amenée à terme à faire partie d'une vaste zone euro-atlantique de libre échange. Il l'explique au contraire par un oubli des valeurs fondatrices de l'institution. Il appelle donc dans *Le Figaro* à un retour à ses valeurs qu'il se garde bien pourtant de définir avec précision.

Outre la question des institutions, pour que l'Europe soit indépendante, encore faut-il le pouvoir et le vouloir.

L'analyste grecque de la Rand Corporation, Katia Vlachos Dengler, analyse dans le *Financial Times* l'avenir de l'industrie d'armement européen, qu'elle juge peu glorieux. Pour elle, si les grandes compagnies ne fusionnent pas, elles finiront par être distancées par le complexe militaro-industriel états-unien ou avalées par lui. Toutefois, elle ne voit pas les États européens prêts à abandonner leurs entreprises nationales pour former des conglomerats européens.

De son côté, Sylvain Charat, directeur de cabinet d'Alain Madelin, pousse jusqu'à la caricature les opinions des milieux atlantistes européens dans le *Washington Times*. S'appuyant sur le drame de Beslan, il demande un renforcement de la guerre au terrorisme qui passe par la transformation de l'ONU en chambre d'enregistrement des décisions de la Maison Blanche, la chute des barrières douanières et la « démocratisation » des pays conquis. Le tout pour la plus grande gloire de la seule superpuissance mondiale et pour la « protection du monde libre ».

En dépit de la propagande états-unienne cherchant à convaincre le monde de la grandeur de sa démocratie, la fraude de l'élection de 2000 pousse certains États-Uniens à remettre en cause le fonctionnement des institutions. Les professeurs de droit Vikram David Amar et Akhil Reed Amar demandent ainsi la disparition du système des grands électeurs et rappellent aux lecteurs du *Los Angeles Times* qu'il fut instauré pour bénéficier aux États esclavagistes et empêcher l'émancipation féminine. On ajoutera à cette analyse que ce système avait surtout pour objet de maintenir au pouvoir une élite économique.

Tandis que Colin Powell parle de « génocide » pour qualifier la situation au Darfour, les démocrates Richard C. Holbrooke et Jon Corzine appellent à un règlement politique de la crise et demandent un soutien de l'OTAN à l'Union africaine ainsi que le déploiement de forces dans la région. Souvent invoqués, on ne saura rien dans ce texte des « motifs politiques de la crise » auxquels les auteurs font référence. M. Corzine ne doit pourtant rien ignorer de la question puisqu'il a été président de la banque d'investissement Goldman Sachs, en lien avec les compagnies chinoises exploitant le pétrole de la région.

Enfin, Juan Carlos Lecompte, époux d'Ingrid Betancourt, détenue par les FARC en Colombie, dénonce dans *Le Monde* la politique du président Uribe qui, suivant aveuglément les instructions de Washington, refuse tout compromis avec les guérillas, au mépris de la vie des otages.

**Réseau Voltaire**

## Un groupe de parlementaires socialistes français

Jean-Paul Bacquet (Puy-de-Dôme), Jean-Claude Bateux (Seine-Maritime), Jean-Louis Dumont (Meuse), Alain Neri (Puy-de-Dôme), Jean-Claude Perez (Aude), Geneviève Perrin-Gaillard (Deux-Sèvres), Odile Saugues (Puy-de-Dôme), Michel Vergnier (Creuse) sont députés socialistes, André Lejeune (Creuse) est sénateur socialiste.

### « Nous ne serons pas les fourriers de l'Europe libérale »

Source : Le Monde

Référence : « Nous ne serons pas les fourriers de l'Europe libérale », par des parlementaires socialistes français, *Le Monde*, 10 septembre 2004.

L'adoption par référendum du traité de Maastricht en 1992 donna lieu à une campagne trop souvent vécue comme commune à la droite et à la gauche, dont l'impact fut dévastateur pour les socialistes, voire pour l'opinion publique. Cette campagne sans clivage était bâtie sur le thème d'une Europe garante de démocratie, de progrès social et de plein emploi, une Europe d'autant plus crédible qu'elle avait assuré la paix depuis 1945. L'Europe signifie surtout aujourd'hui pour les Français et les Européens le chômage massif, le dumping social, les délocalisations et le chantage à l'emploi. Comment pourrait-il en être autrement lorsque la droite invoque, souvent fallacieusement, les textes européens pour mener sa politique de casse sociale et de démantèlement des services publics et encourage le glissement vers une conception anglo-saxonne du droit social ? Il est temps de changer d'Europe et de construire une Europe sociale.

Nous avons fait des propositions allant dans ce sens lors de la Convention européenne, mais elles ont été balayées et ce sont les valeurs essentiellement libérales et capitalistiques, que le projet de Constitution s'apprête à faire confirmer par les peuples européens, en toute hâte. Pour contrer cette évidence, on nous dit que, sans cette Constitution, ce sont les turpitudes du Traité de Nice qui s'appliqueront. Choisir entre la peste et le choléra n'est pas un choix, c'est une tromperie car le Traité de Nice est déjà en vigueur et que la constitution ne doit s'appliquer qu'en 2006. Il existe donc un temps suffisant pour redéfinir ce traité. Cette fois, nous dirons non au référendum de **Jacques Chirac**. Un oui socialiste signifierait la fin de la différenciation entre la gauche et la droite, notre renoncement à la correction par des politiques sociales et fiscales harmonisées à l'échelle de l'Europe, des inégalités. Ce projet est inacceptable, aussi inacceptable que la composition de la Commission européenne, non seulement ultralibérale, mais souvent sous l'influence des États-Unis.

Enfin, à ceux qui voudraient nous faire croire qu'en votant non au référendum les socialistes se disqualifieraient pour prétendre à un retour au pouvoir, il faut dire que l'électorat préfère toujours un débat tranché entre la gauche et la droite, plutôt qu'un consensus mou, sans contenu, qui avantage toujours les tenants du pouvoir financier. Le peuple sait exprimer ses choix lorsqu'ils sont clairs. Nous voulons que le Parti socialiste revienne aux fondamentaux de la gauche pour être digne en 2007 de la confiance que les électeurs lui ont apportée à trois reprises en 2004. Mais parce que nous sommes résolument européens et que nous croyons plus que jamais en nos valeurs internationalistes, il nous appartient de faire des propositions concrètes à nos

partenaires socialistes et sociaux-démocrates européens pour que, tous ensemble, nous soyons porteurs d'un contre-projet qui ne fige pas l'Europe dans le statu quo stérile de Nice.

## Gilbert Mitterrand



Fils de l'ancien président français François Mitterrand, Gilbert Mitterrand est maire (PS) de Libourne, ancien député français et ancien délégué du Parlement au Conseil de l'Europe.

### « Euro-socialo-lucide »

Source : Le Monde

Référence : « Euro-socialo-lucide », par Gilbert Mitterrand, *Le Monde*, 10 septembre 2004.

Le projet de traité constitutionnel européen prolonge au sein du Parti socialiste un débat sur la pluralité du sentiment européen, mais quels que soient les arguments, il faut être euro lucides, socialistes et politiques au sens historico-géographique.

Ce traité n'est, au plus, qu'une reprise des traités existants, déjà ratifiés, mêlant des éléments d'un système fédéral, donc une dose de partage de souveraineté (et non d'abandon), et d'autres éléments de nature intergouvernementale. C'est un progrès institutionnel et démocratique pour chaque camp selon les points considérés. Son rejet désavouerait vingt ans de politique européenne de la France et nous condamnerait au traité de Nice. Ce serait par là même la victoire inespérée, posthume ou actuelle, des forces les plus populistes, souverainistes, théocratiques que l'on retrouve en Europe. Je m'y refuse totalement et ne prendrais pas la responsabilité d'un tel recul en interne ou devant nos camarades socialistes et sociaux-démocrates européens. Je préfère prendre la responsabilité d'une démarche vers un modèle qui n'existe pas et reste à inventer dans lequel il faut que les socialistes d'Europe s'impliquent vraiment. L'Europe est le fruit de compromis, donc de rapports de force et de volonté, en Europe et hors d'Europe, face à ceux qui ne veulent pas d'Europe, à ceux qui, l'acceptant, ne veulent pas d'Europe-puissance, à ceux qui ne veulent que son marché. Une constitution n'interdit, ni le combat, ni les alternances politiques. Je voterais pour que le PS s'engage et s'oblige à œuvrer pour modifier les rapports de force au sein du PSE, pour qu'il ne confonde pas conviction et impuissance, recul et victoire, repli et volonté, peur et conquête de l'inconnu. Je voterai pour le traité constitutionnel européen avec cette exigence, celle d'un euro-socialo-lucide.

## Hubert Védrine



Ancien porte-parole de François Mitterrand (1988-1991) puis secrétaire général de l'Élysée (1991-1995), Hubert Védrine est ancien ministre des Affaires étrangères français (1997-2002). Il est président de l'Institut François Mitterrand.

## « Pour un nouvel euroréalisme »

Source : Le Monde

Référence : « Pour un nouvel euroréalisme », par Hubert Védrine, *Le Monde*, 9 septembre 2004.

Le débat sur la « constitution » masque le vrai problème pour l'Europe : le décrochage de 57 % des électeurs, taux d'abstention aux dernières élections européennes. Le débat actuel est exagéré car il ne s'agit pas d'une vraie constitution, mais d'un traité constitutionnel qui devra être ratifié par tous les états membres.

Ce texte n'introduit pas brusquement l'idéologie libérale et de libre concurrence qui était déjà inscrite dans le Traité de Rome et a inspiré depuis lors l'action de la Commission et la jurisprudence européenne. On note même des avancées sur certaines questions. Il n'est que le règlement intérieur nécessaire de l'Union élargie. Certains, en France, rêvent maintenant à une Constituante, mais pourquoi et comment celle-ci parviendrait-elle à un résultat très différent de celui qu'ont donné quinze années de négociations presque ininterrompues entre 12, 15, puis 25 gouvernements ? La répartition des pouvoirs Union/États membres, et entre institutions européennes, a été modifiée, mais pas bouleversé. Même le choc que causerait un éventuel échec de la ratification ne changerait pas ce rapport de force. En effet, cela nous pousserait à revenir au Traité de Nice. On ne parviendrait pas plus à faire des groupes pionniers. L'élargissement à 15, puis à 25 en attendant 30 ou plus, a mécaniquement relativisé notre influence politique et linguistique depuis la lointaine Europe des 6. Le triomphe mondial de l'ultra-libéralisme n'a pas augmenté non plus notre influence. Tout cela nous oblige à des efforts accrus. Or - réalisme, idéalisme europhile ou inconséquence - notre pays s'est privé ces dernières années de plusieurs de ses leviers d'influence : nous avons renoncé à notre second commissaire, accepté de ne plus avoir que 87 parlementaires européens, puis 72 à partir de 2004, quand l'Allemagne en conserve 99. Bientôt de nous ne peserons que 13 % des droits de vote au Conseil dans le cadre démographique de la « double majorité » quand l'Allemagne comptera pour 18 %. Malgré cela, des responsables politiques et des commentateurs français appellent de leurs vœux, comme un indispensable progrès, une extension du vote à la majorité, ce qui réduirait encore plus notre influence. Nous devons cesser d'affaiblir nos positions et nous devons agir dans le cadre européen avec plus de réalisme, de cohérence, et d'habileté.

Même dans l'hypothèse d'une ratification, la principale hypothèque qui pèse sur le projet européen est le gouffre creusé entre la volonté intégrationniste des élites économiques et d'une partie des élites juridiques et politiques et les populations, les fameux 57 %. Elles ne sont pas anti-européennes et approuvent tout ce qui, dans le processus européen, leur garantit la paix, la prospérité, la sécurité, les libertés, mais elles ne semblent pas souhaiter une intégration plus poussée. Le qualificatif amalgame « euro sceptique » rend mal compte de ces sentiments mêlés. Comment, en effet, pour les citoyens des différents pays,

s'approprier cette "chose" européenne dont l'identité elle-même est si peu consensuelle qu'elle ne peut être traitée que par euphémisme ?

Il faut reconnaître des limites géographiques à l'Europe, admettre que l'Union, à 25, 30 ou plus, est en train d'atteindre avec le traité constitutionnel (ou avec Nice...), ses formes durables d'organisation globale et qu'elle restera une originale fédération d'États-nations. Quant à l'Europe puissance, si nécessaire au monde, si désirée des Français, si peu des autres, elle ne naîtra par miracle ni d'un traité, ni d'un ministre européen des Affaires étrangères, encore moins du vote à la majorité, si elle n'a pas fait au préalable l'objet d'un véritable accord politique. C'est à nous, Français, de trouver de meilleurs arguments pour convaincre que si l'Europe ne devient pas une vraie puissance dans le monde difficile qui s'annonce, elle restera... impuissante et dépendante.

## Jan Peter Balkenende



Jan Peter Balkenende est Premier ministre des Pays-Bas et président en exercice du Conseil européen.

### « L'Union à 25, une machine sans âme ? »

Source : Le Figaro

Référence : « L'Union à 25, une machine sans âme ? », par Jan Peter Balkenende, *Le Figaro*, 9 septembre 2004.

Parallèlement au débat sur la Constitution de l'Union européenne, il est important de réfléchir au sens de l'Union européenne, à ses valeurs. L'Union européenne, fruit de plusieurs grandes traditions religieuses et philosophiques, est une communauté de valeurs forgée par l'histoire et les apports culturels successifs, tout comme les drames communs. De fait, l'expérience amère de la Seconde Guerre mondiale a enseigné aux Européens l'importance fondamentale de valeurs communes et les architectes de l'intégration avaient compris que ces idéaux ne pourraient être concrétisés qu'en associant les intérêts pratiques des pays européens. Ils ont bâti leur fragile édifice de paix sur des fondations de charbon et d'acier. La génération suivante des fondateurs a approfondi la coopération européenne et permis à l'Europe d'avancer à grands pas vers ses idéaux d'après-guerre : la paix, la stabilité et la prospérité.

Nous sommes aujourd'hui au seuil d'une nouvelle étape de la coopération européenne et une nouvelle génération de politiciens est prête à reprendre le flambeau. Toutefois, sa lumière n'est plus aussi vive et l'enthousiasme pour l'Union européenne a diminué dans les populations car les grandes réalisations de l'Union européenne (la liberté, la paix et la prospérité) sont tenues pour acquises. Les motivations politiques de l'intégration ont été éclipsées par le projet économique, et l'Europe est donc perçue comme un marché, sans fondement moral. Tant que les Européens ne sauront pas exactement ce que signifie l'Europe, ce qui nous inspire et ce qui nous motive, l'Union ne sera pas en mesure de prendre des actions conjointes sur la scène internationale.

La Constitution de l'UE rendra l'Europe plus démocratique et plus transparente. Elle garantit que les décisions seront prises au plus près des citoyens, et reconnaît l'importance des valeurs sur lesquelles l'Union repose : le respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine, la liberté, la

démocratie, l'égalité et l'Etat de droit. La peur, l'insécurité et le nationalisme refont leur apparition. Il est important pour les Européens d'y réfléchir, au moment où ils se préparent à d'autres phases d'élargissement et envisagent d'entamer des négociations d'adhésion avec la Turquie. On peut résumer ces valeurs en trois concepts : liberté, solidarité et respect mutuel. Ensemble, ils permettent à l'Europe d'ouvrir ses portes à des peuples très divers, tout en continuant de s'exprimer en tant que communauté de peuples prêts à assumer des responsabilités mutuelles. Ce n'est qu'en adhérant à leurs valeurs communes que les Européens pourront éviter que l'Union ne devienne une machine sans âme.

## Katia Vlachos Dengler

Katia Vlachos Dengler est chercheuse à la Pardee Rand Graduate School, le centre de formation de la Rand Corporation. Il est l'auteur de *Off Track ? The Future of the European Defense Industry*.

### « L'Europe doit libérer son industrie de défense »

Source : Financial Times

Référence : « Europe Must Set Its Defence Industry Free », par Katia Vlachos Dengler, *Financial Times*, 7 septembre 2004.

L'industrie de défense européenne n'est pas sur la bonne voie car les gouvernements européens, dans leur désir de protéger une industrie nationale de défense, sont en train de faire régresser tout le secteur. En Europe, on compte quatre grandes compagnies qui dominent ce marché : BAE System (majoritairement britannique), Thales (majoritairement français), EADS (consortium franco-germano-espagnol) et Finmeccanica (majoritairement italien). Elles font partie des quatre plus grandes compagnies de défense au monde et ont un revenu cumulé de 40 milliards de dollars en 2003. Les quatre compagnies états-uniennes ont pour leur part un revenu cumulé de 93 milliards de dollars la même année.

Ces compagnies digèrent encore les acquisitions effectuées dans les années 90 et n'ont pas assez d'économies et leurs structures complexes en les aident pas. En outre, chaque compagnie, à l'exception d'EADS, a une identité nationale bien définie et toute concentration obligerait donc l'un d'eux à abandonner son champion national sur ce marché. Comme ils sont fragmentés, les budgets de recherche et développement sont faibles comparés aux États-Unis. Il y a trois scénarios possible pour l'avenir :

- ▶ Les quatre compagnies ne deviennent plus que deux grâce au développement de la politique extérieure et de défense européenne, ce qui entraîne la constitution d'un acheteur unique sur le marché européen. Cela est peu probable car cela implique des changements majeurs en Europe.
- ▶ Les compagnies se fractionnent sous l'impulsion de leurs actionnaires et ne deviennent plus que des sous-traitants de l'industrie de défense états-unienne. Cela aurait pour conséquence une dépendance forte vis-à-vis des États-Unis, une situation intenable politiquement.
- ▶ Les entreprises fusionnent lentement tout en rationalisant leur production alors que les États continuent de financer leurs investissements en recherche et développement et l'écart technologique continue de se creuser avec les États-

Unis.

Ce troisième scénario est le plus probable, mais le moins souhaitable pour l'Union européenne et les États-Unis. Ce n'est cependant pas inévitable si les États européens perdent l'envie de garder des champions nationaux.

## Sylvain Charat



Sylvain Charat est directeur des études politiques du *think tank* Eurolibnetwork et directeur de cabinet d'Alain Madelin.

### « Trois armes pour combattre le terrorisme »

Source : Washington Times

Référence : « Three weapons to fight terror », par Sylvain Charat, *Washington Times*, 9 septembre 2004.

La tragédie de Beslan a montré une fois de plus que les terrorismes frappent des innocents et que la possibilité de vivre libre, en paix, est menacée. Attaquée par le terrorisme, la loi internationale est dans une impasse, elle est obsolète. Le terrorisme est un virus qu'on ne peut pas combattre avec des moyens classiques : aucun État ne le soutient officiellement, donc il n'y a pas d'interlocuteurs. Les armées ne sont pas efficaces car il n'y a pas d'armées à combattre. Il faut mettre en place une nouvelle stratégie, une stratégie qui combat l'idéologie du terrorisme et développe le monde libre par des actions politiques, économiques et militaires.

Il faut mener trois actions clé :

- ▶ Il faut mener une politique du « gros bâton », il faut que l'ONU autorise plus vite les actions contre les pays qui sont accusés d'abriter des terroristes et qui refusent de se soumettre à des enquêtes internationales.
  - ▶ Il faut assurer la prospérité en brisant les barrières commerciales car les terroristes profitent du désespoir économique pour prospérer.
  - ▶ Il faut développer la démocratie tout en respectant les traditions locales.
- Cette stratégie doit être mondiale, mais doit s'appuyer sur la seule superpuissance : les États-Unis.



## Vikram David Amar, Akhil Reed Amar



Vikram David Amar est professeur de droit à l'UC Hastings College of the Law.



Akhil Reed Amar est professeur de droit à Yale.

### « Le collège électoral vote contre l'égalité »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The Electoral College Votes Against Equality », par Vikram David Amar et Akhil Reed Amar, *Los Angeles Times*, 8 septembre 2004.

Alors que les États-Unis tentent de convaincre le monde arabe d'adopter la démocratie, les différences ethniques et les droits des femmes, nous allons élire ici le chef de l'exécutif avec un système électoral qui a été conçu pour promouvoir l'esclavage et empêcher l'émancipation féminine. Comme l'ont rappelé les élections de 2000, le candidat avec le plus grand nombre de voix peut échouer. La sagesse populaire veut que la composition du collège électoral serve à favoriser les petits États afin qu'ils ne soient pas oubliés. Pourtant, dans le siècle, seul trois présidents sont venus de petits États et comme dans ce système, le vainqueur emporte tous les grands électeurs, les grands États comptent énormément. Aider les petits États à être mieux représentés n'est donc pas la vraie raison. À la fondation du pays, James Madison proposa un système qui devait permettre aux États du Sud de ne pas être dépassé par le Nord. Le système prenait donc en compte trois cinquièmes de la population d'esclaves pour calculer le poids de l'État dans le collège électoral bien qu'ils n'aient aucun pouvoir. Cela eu pour conséquence de donner le pouvoir pendant 32 des 36 premières années d'existence du pays à des propriétaires d'esclaves de Virginie. Le mode de scrutin changea en 1804 avec le douzième amendement sans pour autant remettre en cause le système lié à l'esclavage. Il empêcha également la libération des femmes. Il aurait en effet été facile pour un État de doubler son poids électoral en donnant le droit de vote aux femmes, c'est pourquoi on décida plutôt de les comptabiliser dans le calcul de la population des États sans pour autant leur donner de pouvoirs politiques. Ce système a été aboli dans tous les États pour élire les élus locaux, mais le président des États-Unis continue d'être élu selon ce mode de scrutin, sans respecter le principe « un homme - une voix ». Il faut réformer un système qui remet en cause les idéaux démocratiques que les États-Unis tentaient de promouvoir dans le monde.

## Richard C. Holbrooke, Jon Corzine



Richard C. Holbrooke a été l'ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU et ancien sous-secrétaire d'État aux affaires européennes et canadiennes sous l'administration Clinton. Il fut le principal architecte des accords de Dayton (1995) et l'envoyé spécial du président Bill Clinton à Chypre (1997-1999). Il est administrateur du Council on Foreign Relations et de la National Endowment for Democracy. Il préside le Global Business Council on HIV/AIDS.



Ancien président de la compagnie d'investissement Goldman Sachs ayant mené en 2000 la campagne sénatoriale la plus chère de l'histoire des États-Unis, Jon Corzine est sénateur démocrate du New Jersey.

## « Aider l'Union africaine »

Source : Washington Post

Référence : « Help the African Union », par Richard Holbrooke et Jon Corzine, *Washington Post*, 9 septembre 2004.

La situation au Darfour est la crise humanitaire la plus grave au monde, mais la communauté internationale continue de traiter cela comme une simple crise humanitaire, sans traiter des causes politiques et si on en tient pas compte, cette crise ne se terminera pas. Avec ou sans forces de maintien de la paix, ce que nous avons vu au Soudan est l'amorce d'une crise interminable. La réponse internationale, conduite par les États-Unis, a sauvé de nombreuses vies et doit être poursuivie. Nous avons accompagné des travailleurs humanitaires dans cette région et nous avons pu constater que leur mission est extrêmement dangereuse. Les efforts entrepris sont trop faibles et on peut s'alarmer de l'attitude des riches pays arabes qui ne font rien pour régler la situation. Les observateurs constatent que les populations africaines sont prises pour cibles par les milices Janjawid, majoritairement arabes, soutenues par Khartoum dont l'objectif est la destruction des réseaux de villages qui servent de bases aux mouvements rebelles soutenus par l'Érythrée et trouvant refuge au Tchad. Quand nous avons été accueillis par les dirigeants des mouvements rebelles, ils nous ont déclaré vouloir plus de fonds du pouvoir central pour leur région et plus d'autonomie, mais n'ont jamais parlé d'indépendance. Les plus grands efforts pour régler cette crise sont vendus de l'Union africaine et de son président, le président nigérian Olusegun Obasanjo, qui poursuit les négociations et appelle à plus de déploiement de forces. **Colin Powell** et **Kofi Annan** se sont rendus au Darfour, ce qui est un signe fort, mais il faut aller plus loin, aider davantage l'Union africaine en déployant une assistance en provenance des États-Unis et de l'OTAN.

## Juan Carlos Lecompte

---

Juan Carlos Lecompte est publicitaire colombien. Il est le mari d'Ingrid

Betancourt

### « Dormez mal, président Uribe »

Source : Le Monde

Référence : « Dormez mal, président Uribe », par Juan Carlos Lecompte, *Le Monde*, 9 septembre 2004.

Je fais partie des Colombiens qui sont obligés de vivre dans un état de panique permanent, depuis que mon épouse a été enlevée, le 23 février 2002. Ce jour-là, je suis venu grossir la longue file de ceux qui se battent pour la libération de plus de trois mille personnes enlevées en Colombie, vivant dans l'incertitude face aux évolutions d'état d'esprit des gouvernants et de la guérilla.

J'exige d'Alvaro Uribe qu'il dénoue le plus vite possible cette situation, c'est son devoir. Le président colombien affirme qu'il accomplit son devoir en augmentant le recours à la force et à l'armée, mais cela c'est servir la guerre, sa guerre, pas la vie. Un accord humanitaire est, avant tout, un geste de paix, mais Uribe veut nous placer dans la logique de la guerre, parce que c'est un homme qui suit les directives du président américain **George W. Bush**. Que peut-on attendre d'une mentalité telle que celle de l'ambassadeur américain en Colombie, William Wood, qui, parlant des trois mercenaires de son pays tombés aux mains des FARC et des autres otages détenus par ce groupe a dit : « Que pouvons-nous y faire ? Après tout, dans les hôpitaux aussi, il y a des malades en phase terminale ».

Le Prix Nobel portugais de littérature **José Saramago** a déclaré : « Le président Uribe a au moins trois mille raisons de ne pas bien dormir ». Nous aussi, nous lui souhaitons de longues insomnies jusqu'à ce qu'il se décide à s'engager à mettre fin à cette tragédie qui déchire le pays.